



PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

1er septembre 2018

Papier d'entrée

Coup d'envoi du débat sur le capitalisme numérique

La technologie pour qui ?

Il n'y a aucun doute sur le fait qu'une profonde révolution technologique est en cours, dont la portée économique, sociétale et politique est très importante. La « quatrième révolution industrielle » vient directement à la suite de la troisième révolution numérique, mais se différencie toutefois de celle-ci par la rapidité des innovations, sa portée et l'interaction supplémentaire des différentes technologies. Mais comme pour la mondialisation dans les années 1990, le discours sur la numérisation est à la fois réalité, promesse et menace. Pour certains, la numérisation devient la clé pour tout ce que les économies et les sociétés ont encore à faire, d'autres voient le développement technologique comme une contrainte contre laquelle on ne peut rien faire et qui ne peut pas être contrôlée. Cependant, la signification politique et sociale des réseaux numériques, des usines intelligentes, du crowd work ou des big data dépend de la façon dont la technologie est utilisée. La technologie n'est pas une force autonome, elle est développée et utilisée par des individus. Elle peut cimenter la domination et la maximisation du profit ou faciliter le travail, la vie et la participation des personnes. La question se pose donc ici de savoir qui dispose de la technologie et quelle vision nous devons développer pour une utilisation démocratique et émancipatrice de la technologie.



Numérisation et justice

L'introduction de nouvelles technologies a toujours été ambivalente et les inconvénients du progrès technologique ne doivent pas être ignorés. Ils apparaissent dans l'automatisation des tâches (de routine), l'intensification de l'injustice, la surveillance omniprésente, la protection des données et la violation de la vie privée. Les trois quarts de la population mondiale ont aujourd'hui accès aux technologies de communication modernes ; plus de ménages disposent de téléphones mobiles que d'eau potable et d'électricité. D'ici quelques années, le smartphone deviendra un produit universel de l'humanité - le premier de l'industrie technique. Le développement économique de ces 30 dernières années a engendré à la fois une énorme avancée technologique et des inégalités extrêmes. La fracture numérique aussi bien au sein des sociétés qu'entre les sociétés est toujours aussi grande. Les technologies d'aujourd'hui peuvent également entraîner d'autres effets distributifs problématiques, où l'automatisation élimine les emplois répétitifs, notamment dans les pays industrialisés et émergents, renforce l'inégalité entre les personnes très qualifiées et moins qualifiées ou promeut une « économie des superstars » dans laquelle des individus dominent des marchés entiers. Les questions de technologie et de justice sont donc étroitement liées : Quelle est la répartition des gains d'efficacité ? Qui a accès à la technologie ? Quels besoins de quelles personnes sont satisfaits par la technologie ? Et qui peut en décider ? La technologie peut cimenter la domination et la maximisation du profit ou faciliter le travail, la vie et la participation des personnes. La technologie n'est ni bonne ni mauvaise, elle offre simplement des opportunités. La façon de les saisir dépend de nous.

Le capitalisme numérique

La numérisation va modifier l'économie et la société bien au-delà du secteur de l'information, et ce plus profondément que la révolution industrielle, qui a englobé pendant des décennies l'agriculture, les prestations de service, le commerce, la culture et les modes de vie de



nombreuses personnes. Aujourd'hui déjà, les systèmes numériques font partie intégrante de presque tous les domaines de l'économie politique, de la société et des relations sociales de ses membres. Capitalisme numérique signifie que l'échange d'informations numériques via des réseaux de données constitue le cœur de l'activité économique et sociale. Les données représentent ici la marchandise la plus importante et le World Wide Web est la métastructure de l'économie numérique. Internet est l'épine dorsale de toutes les prestations de service de l'économie de réseau. Qu'il s'agisse des actualités, d'écouter de la musique, de regarder des films, de communiquer : Internet est essentiel non seulement pour le fonctionnement de l'ensemble de l'économie, mais également de la vie individuelle car il devient de plus en plus l'équivalent de la participation à la vie sociale par excellence. Le capitalisme numérique est important à la fois pour les producteurs et les consommateurs.

Par conséquent, nous avons besoin de connaissances approfondies des aspects infrastructurels, idéologiques et techniques du capitalisme numérique et de ses formes économiques dominantes. Comment réagit-il et comment impose-t-il les innovations technologiques ? Comment l'économie capitaliste peut-elle prospérer à l'ère de l'information numérique ? Le capitalisme va-t-il devenir une « zero marginal cost society » (Jeremy Rifkin), allons-nous bientôt être rémunérés pour nos tweets (Jaron Lanier) ou faut-il faire reculer Internet (Evgeny Morozov) ?

Les plateformes

Un nouvel ordre économique numérique, le capitalisme de plateforme, dans lequel des plateformes sont des intermédiaires qui regroupent l'offre et la demande sur le marché, se forme à partir de la transformation numérique. Elles contrôlent l'accès aux biens et les processus de chaque modèle d'entreprise. Ces intermédiaires recherchent la domination du marché afin de définir les normes dans l'industrie et de mettre en scène chaque transaction économique comme une enchère, même les coûts des travaux. Sur ces



plateformes, l'algorithme, et avant tout le public, les clientes et les utilisatrices, effectuent la plus grande part du travail, sans percevoir aucune rémunération. Google a été le pionnier. Aujourd'hui, il existe toute une série d'entreprises qui gagnent beaucoup d'argent en jouant le rôle d'intermédiaire. Airbnb, le plus grand fournisseur au monde de logements, ne possède aucun bien immobilier ; Alibaba, le grossiste au chiffre d'affaires le plus élevé au monde, ne dispose d'aucun stock de marchandises ; les plus grands fournisseurs de services téléphoniques au monde, WeChat, WhatsApp, ne possèdent pas d'infrastructure de télécommunications propre ; Society One, la banque qui affiche la croissance la plus importante au monde, ne dispose d'aucune liquidité, etc.

Les plateformes ne produisent rien elles-mêmes, elles constituent seulement un lieu de rencontre virtuel. Les seuls biens sont les données et les algorithmes. Elles se financent par le biais de charges, de publicité ou de données d'utilisateurs. L'effet de réseau leur permet de bénéficier rapidement d'une position de monopole. Souvent, elles ont un effet destructeur sur des secteurs existants. En effet, elles servent rapidement et à moindre coût un marché privé beaucoup plus large voire le créent. Souvent, elles s'aventurent sur des terrains inconnus et donc non réglementés, fixent leurs propres standards ou contournent des dispositions légales existantes. Des rapports de travail précapitalistes en sont le résultat, par ex. lors de l'organisation de déplacements privés comme avec Uber ou en proposant un service de micro-travail sur des plateformes Click-work comme par ex. Amazon Mechanical Turk. Des systèmes d'évaluation, alimentés par les utilisateurs de la plateforme eux-mêmes, remplacent les standards et les règles, les labels de qualité officiels, le droit du travail ou les règlements de construction.

L'oligarchie numérique

The winner takes it all : huit milliards de recherches par jour, dans certains pays jusqu'à 90 % de toutes les requêtes. Google est le plus grand gardien des informations et détient ainsi dans de grandes



parties du monde un monopole. Voilà qui est typique pour l'économie numérique. La tendance à la monopolisation est inhérente. Cela se ressent aussi au niveau économique. Selon une étude actuelle, environ 70 % du chiffre d'affaires de 300 milliards de dollars réalisé par toutes les sociétés cotées en bourse aux États-Unis, provient de tout juste cinq entreprises. 57 % du produit sont allées droit dans les caisses d'Amazon et d'Alphabet.

Jaron Lanier appelle ces plateformes des « serveurs sirènes », rappelant ainsi les sirènes dans l'Odyssée, qui attirent par des services gratuits et finissent par lier la personne ainsi appâtée pour toujours, sans jamais la laisser se dégager de cette accolade. Les sirènes ont réussi dès qu'un changement n'est plus possible. Faute d'alternatives, car un nouveau changement serait trop coûteux ou simplement, parce que tous les utilisateurs sont chez tel ou tel fournisseur : Microsoft, Google, Facebook. Par l'effet de réseau ou de l'enfermement propriétaire, les entreprises se retrouvent rapidement dans une position de monopole. Elles se réservent le droit de modifier les règles du jeu à tout moment. Des expériences avec des modèles de paiement, des modifications dans les paramètres de confidentialité sont à l'ordre du jour. Leur font face des individus qui n'ont aucune influence sur l'ensemble du système. Ceci est valable aussi bien pour les clients privés que pour de nombreuses entreprises qui utilisent l'infrastructure numérique des grandes plateformes et groupes technologiques.

Quelques rares investisseurs décident des développements de l'avenir. Au vu de la prochaine grande étape en matière d'intelligence artificielle, il n'est pas improbable que, dans un proche avenir, quatre groupes américains et quatre groupes chinois dominent entièrement le secteur de l'IA. Amazon a investi en 2016 13 milliards, Google 11 milliards, Ali Baba, le grand groupe chinois, prévoit d'investir dix milliards dans la recherche pour l'IA. Ce sont des volumes énormes, mais la concurrence sera départagée dans ces ordres de grandeur. Pour cela, une infrastructure robuste s'impose, mais également des tonnes de données, car sans elles, il est impossible de développer



l'IA. Le développement actuel dans l'apprentissage des machines et l'apprentissage en profondeur se base sur des montagnes de données. Et ces entreprises se sont multipliées

En effet, des critiques se font entendre à l'encontre de Google & co. Elles se limitent toutefois souvent aux réglementations laxistes en matière de protection des renseignements personnels, de vente des données des utilisateurs ou encore de coopération avec la NSA. Mais nous en savons peu sur leur programme. Quelle est leur position par rapport à la politique d'infrastructure, aux standards et à la régulation ? Et nous devons comprendre comment fonctionne la création de valeurs dans cette nouvelle économie, notamment que les données sont les clés pour cette création de valeurs et dans quelle mesure elles le sont.

Le combat pour les données

Tous ces systèmes produisent une grande quantité de données : 72 heures d'enregistrements vidéo sont chargées chaque minute sur YouTube ; plus de 100 milliards de photos ont d'ores et déjà été téléchargées sur Facebook et plus de 40 milliards d'applications ont été téléchargées sur Apple iTunes. Selon différentes estimations, un mégaoctet voire un gigaoctet de données sont collectés par personne et par jour. Dans le cas des big data, il s'agit d'un gigantesque volume de données massives non structurées, qui proviennent de nombreuses sources décentralisées et dont le volume augmente rapidement. Grâce à l'exploration de données, différents stocks de données peuvent être mis en relation et des schémas jusqu'alors inconnus peuvent être détectés. Les modèles d'entreprise se basent sur le fait que les individus mettent volontairement leurs données à disposition lors de l'utilisation de services numériques sur Internet, par l'utilisation d'un système de navigation ou d'une application de santé. De plus en plus d'appareils connectés tels que les smartphones, les voitures, les chauffages ou les enceintes fournissent des données. Mais à qui ces données vont-elles appartenir ? Le traitement de ces données sera-t-il réglementé ? Va-t-on créer des



systèmes robustes qui empêcheront les entreprises de collecter de données d'infiltrer complètement notre société ? Ou qui nous aideront tout du moins à nous défendre contre elles ? Il devient clair ici combien de nouvelles questions éthiques et juridiques vont devoir être résolues et à quel point la sécurité et la protection des données devient un problème social majeur.

Dans les années à venir, l'enjeu sera de taille : il s'agira d'établir un nouvel ordre de propriété des données. Les données sont reproductibles à volonté. Si nous partageons les données entre nous, elles deviennent plus précieuses pour nous. Mais pour exploiter cette valeur, nous devons organiser le monde numérique différemment du monde matériel. À l'inverse du trésor de données privées et publiques, que les oligarques numériques, de nombreuses autorités et des pays ont accumulé et gardent sous clé, les volumes de données accessibles au public sont minuscules. Depuis 2018, la portabilité des données est en vigueur dans l'Union européenne. Cela signifie que tous les citoyens ont le droit de réclamer et d'utiliser les données personnelles que l'entreprise a récolté sur eux. Ceci pourrait être le point de départ pour un trésor de données collectif.

Le meilleur des mondes du travail ?

Le débat sur l'avenir du travail n'est pas nouveau, il traverse les discours sociétaux depuis de nombreuses années. Et la numérisation est, en plus de la mondialisation ou de l'évolution démographique, juste un moteur.

Une série de développements sur la voie vers le travail 4.0 s'esquisse déjà très clairement : le nouveau monde du travail est marqué par les réseaux. La relation de travail se transforme en intervention de travail. La transparence globale des compétences et des disponibilités entraîne une forme de « recrutement sur demande ». Des personnes hautement qualifiées fournissent des prestations de travail dans le cadre de projets dans le monde entier. La localisation du prestataire dans le monde ne joue plus aucun rôle. Dans un même temps, le



personnel local formé et mal payé se charge des tâches opérationnelles. La tendance aux « marchés du travail polarisés » augmente. Cela sous-entend également que la pression pour délocaliser les travaux de routine qui ne sont pas encore automatisés vers des pays à bas salaires continue de croître. Les prestations numériques sont divisées en parts toujours plus petites. Le rôle de l'être humain dans le processus de production passe de celui de prestataire d'une activité de travail à celui de surveillant de machines ; les travaux de routine sont effectués automatiquement par ces dernières. Grâce aux big data, il existe suffisamment de données pour tous les domaines. La capacité à les combiner et les interpréter est une exigence essentielle pour le travail numérique.

La mise en réseau globale et flexible de différents systèmes de machines au-delà des limites de l'entreprise engendre une séparation du travail et de l'entreprise. Les plateformes en ligne offrent aussi à présent des prestations individuelles, en partie extrêmement fragmentées, que des personnes indépendantes travaillant en solo fournissent quasiment pour un salaire à la pièce. Les tâches de travail sont détachées du contexte des entreprises. Au niveau du capital, on constate un recul des marges d'autonomie, un renforcement des contrôles, l'intensification et la précarisation du travail.

Les syndicats sont confrontés au défi que les droits existants, comme par exemple la protection de l'emploi et de la santé, sont difficiles à gérer dans une crowd. Mais le travail doit également être réglementé pour les crowd workers. Il est important de trouver de nouvelles formes de sécurité sociale et de participation. En organisant correctement ces processus, les syndicats décident également quel rôle ils joueront en tant que représentant des intérêts collectifs dans le travail de l'avenir.

Même si les effets de la numérisation risquent d'être très différents d'un pays à l'autre et si les effets réels restent également très controversés : dans tous les cas, la part de ceux dont l'emploi est directement menacé par cette nouvelle vague d'automatisation est nettement plus grande que celle de ceux à qui s'offrent de nouvelles



possibilités. Même si dans tous les domaines de la société, de nouvelles opportunités d'emploi sont créées, ce sont rarement les employés actuels qui trouveront de bons emplois dans le changement de structure, mais plutôt les nouveaux travailleurs. La question des transitions justes se pose ici à nouveau. De nombreuses personnes vont devoir se réorienter et elles ne le pourront que si elles ne doivent pas se battre tout le temps pour survivre. C'est la raison pour laquelle nous avons également besoin d'un débat sur la protection existentielle, comme le revenu de base.

L'éducation numérique

Il ne faut donc pas être aveugle face aux innovations technologiques, mais il ne faut pas non plus s'interdire de réfléchir à la façon dont le potentiel sociétal de la technologie peut être déployé et quelles sont les conditions nécessaires pour cela. Les partis progressistes notamment devraient avoir moins de réserves quant à la technologie et réfléchir plus à sa dimension sociale : Comment la numérisation change-t-elle notre monde du travail ? Qu'est-ce qui rend une société numérique vulnérable ? Comment pouvons-nous encourager la participation à travers la technologie numérique ? Comment pouvons-nous devenir des citoyens responsables sur et avec Internet ? Qui définit les règles du jeu pour l'avenir ? Quels doivent-être les objectifs de la numérisation ? À qui apportera ou retirera-t-elle le pouvoir ? Comment peut-elle être utilisée pour relever les grands défis de l'humanité ?

Ce dont nous avons donc vraiment besoin, c'est de l'éducation numérique. Cela ne signifie pas seulement que nous devons être informés de manière plus transparente sur ce qui se passe sur le plan technique et sociétal, mais également que les personnes doivent être en mesure de contribuer au développement. Pour cela, nous avons besoin d'une meilleure éducation dans le domaine numérique, qui favorise les compétences générales : Comment et où puis-je trouver les informations nécessaires ? Comment puis-je les évaluer ? Comment puis-je me protéger contre de fausses nouvelles ?



Comment puis-je gérer les plateformes sociales ? Comment puis-je utiliser les ressources numériques ? Que dois-je faire pour contrôler les appareils et non l'inverse ? Pour cela, des compétences de base sont nécessaires, comme par exemple un esprit critique.

Le débat sur ces questions ne doit pas uniquement être mené par les gouvernements et les directeurs, mais il doit être porté jusque dans les sociétés. C'est la seule façon pour nous de devenir des acteurs de cette révolution technologique, et de ne pas simplement être entraînés par le système.